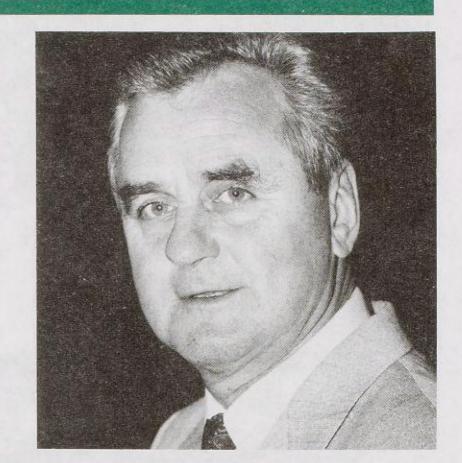
Christian PIERRE

Georges PACY, SUPPLÉANT

CANDIDAT DU RASSEMBLEMENT DES FORCES DE PROGRES

présenté par le

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Ni la poursuite de la politique actuelle Ni le retour de la droite Une autre politique est possible!

Dans quelques jours, vous allez faire un choix politique, en élisant le 21 mars 1993 votre député. Votre espoir, depuis maintenant plus de 10 ans, a été déçu.

Une fois au pouvoir, les hommes et les femmes composant les différents gouvernements ont rapidement oublié leurs promesses pour reprendre les vieilles recettes de la droite.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Cette mauvaise politique permet aujourd'hui aux forces de l'argent de triompher.

A longueur d'antenne, il nous est expliqué qu'il n'est pas possible de faire autrement. La droite a de quoi se réjouir.

Pendant ce temps-là, le chômage touche maintenant toutes les familles, la pauvreté s'étend. Les licenciements dans les entreprises comme à Métra, Gallot, Nusbeaumer, la menace de transfert de production de l'usine Boralex en Italie viennent s'ajouter aux graves difficultés rencontrées par le monde agricole.

Dans notre circonscription, lors du référendum

sur la ratification du Traité européen de Maastricht, comme nous, vous avez majoritairement refusé ce mauvais accord voulu par la droite, le PS et les écologistes.

Il est temps de changer de cap. Une autre politique favorisant le progrès social est nécessaire et possible.

L'ARGENT DOIT SERVIR A L'EMPLOI ET NON A SERVIR LES INTERETS EGOISTES DE QUELQUES-UNS.

Pour mettre un terme à l'affaiblissement du pays, il est possible de produire et créer français, notamment en favorisant les coopérations entre régions et en aidant les petites et moyennes entreprises.

En portant, le 21 mars prochain, votre suffrage sur mon nom, vous exprimerez avec force votre mécontentement et votre volonté que ça change vraiment.

Christian PIERRE

le 21 mars pour vous défendre, pour faire entendre votre voix VOTEZ, FAITES VOTER Christian PIERRE et Georges PACY Candidat présenté par le Parti Communiste Français

Une nouvelle croissance pour l'emploi

L'emploi ne doit pas être vu comme un coût à réduire, mais comme une ressource. Aussi :

- INVERSONS l'ordre des priorités, créons de la croissance en utilisant au service de l'homme et non de la finance, le progrès technique et les ressources produites.
- RÉDUISONS à 35 heures la durée du travail sans diminution de salaire et consacrons une partie de ce temps à la formation.
- UTILISONS autrement les bénéfices produits : 50 % aujourd'hui se porte sur les marchés financiers. En 1982, seulement 20 %.

Un environnement protégé et valorisé

Protéger l'environnement ne signifie pas réduire les activités économiques. C'est au contraire impulser un nouveau type de développement des activités industrielles et agricoles respectueuses des équilibres écologiques et utiliser des technologies propres. Produire propre, transporter propre, éliminer propre. Une écologie humaine est possible et nécessaire.

Une nouvelle justice sociale

La montée des inégalités sociales est intolérable et résistible.

- Nous considérons : que les droits et les acquis sociaux ne sont pas des "privilèges" d'un autre temps devenus aujourd'hui un "luxe" que le pays ne pourrait plus se payer.
- Nous proposons l'adoption d'une loi cadre sur la pauvreté prévoyant une forte valorisation du RMI.
- Nous exigeons une relance hardie du logement social.
- Nous suggérons qu'en matière d'éducation, de formation, de culture, de recherche, une politique radicalement nouvelle soit envisagée. Elle aurait pour but de permettre à tous de s'affirmer dans les professions de leur choix, d'acquérir l'esprit critique.

Un nouvel essor des libertés et de la démocratie

Répondre à l'aspiration des gens à se faire entendre, à participer aux décisions qui les concernent est un besoin impérieux pour faire progresser la société. Le fossé qui se creuse entre les citoyens et le pouvoir est dangereux pour la démocratie.

Il nous apparaît nécessaire :

- a) d'étendre le champ des libertés, à l'entreprise, dans la cité.
- b) mais aussi de voir mettre fin au comportement discriminant des médias vis-à-vis des idées de progrès. Le droit à une information honnête et pluraliste doit être garantie.



Un fil rouge traverse nos propositions:

Ceiui qui unit la justice sociale et l'emploi, la démocratie et l'efficacité économique.
Nous proposons plus de solidarité et d'humanité dans la conduite des affaires, plus de hauteur de vue, plus de sens de l'intérêt général.

Une Europe sociale, démocratique, pacifique et solidaire

SOCIALE: Nous demandons que soit inscrite, dans les directives sociales de la communauté, la garantie des acquis sociaux de chaque pays.

DÉMOCRATIQUE : Exigeons du gouvernement français qu'il affirme toutes les compétences du Parlement national.

PACIFIQUE et SOLIDAIRE : La sécurité en Europe doit reposer sur une double base : la sécurité collective et le développement équilibré de tous les peuples.

Un nouvel ordre mondial

Les rapports Nord-Sud seront demain au cœur du développement mondial. Aussi sommes-nous :

- pour l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde. C'est un mécanisme injuste
- pour l'élimination complète des armes nucléaires de la planète, condition nécessaire et suffisante pour la résolution des problèmes de la faim et du sous-développement dans ces pays.